

Le retrait naval de l'Iran de la mer Rouge : abdication ou repositionnement stratégique ?

Pierre Pahlavi | 1 août 2025 | ARTICLES | 



Alors que l'Iran vient de subir la plus grave attaque depuis la guerre Iran-Irak (1980-1988) dans le contexte des frappes israéliennes et américaines contre son programme nucléaire et que le régime islamique semble vaciller, un autre développement majeur, largement éclipsé par l'opération « Rising Lion », invite à s'interroger sur le repositionnement stratégique de Téhéran dans la région : le [retrait de sa marine de la mer Rouge](#). Confirmé en avril 2025, cet acte marque un tournant important dans l'équilibre maritime régional. Présent de manière intermittente mais significative depuis 2008, l'Iran quitte une zone clé sans expliciter ses intentions, suscitant un débat sur la nature réelle de ce mouvement : est-ce un aveu de faiblesse, une manœuvre tactique ponctuelle ou un ajustement stratégique à long terme ?

L'absence de communication claire de Téhéran a rapidement laissé place à un vide interprétatif, que certains acteurs – notamment les [États-Unis](#), le Royaume-Uni, Israël et l'Arabie saoudite – se sont empressés de combler en présentant ce désengagement comme un succès de leur pression militaire et diplomatique. Ces lectures, largement relayées par les médias internationaux et influencées par des *think tanks* occidentaux, tels que l'[International Crisis Group](#) ou le [Center for Strategic and International Studies](#), servent aussi les [agendas régionaux de ces puissances](#), qui voient dans ce retrait un signe d'affaiblissement stratégique du régime iranien.

Le présent texte vise à démontrer que le retrait naval iranien de la mer Rouge, survenu dans un contexte de vives tensions – culminant notamment avec les affrontements de juin 2025 – ne doit pas être interprété comme un recul définitif. Cette décision s'inscrit plutôt dans une [stratégie prudente et adaptative](#) visant à éviter les risques d'escalade dans une [région d'importance majeure](#) où les États-Unis ont considérablement renforcé leur présence en déployant deux groupes aéronavals, tandis que les alliés houthistes de Téhéran subissent des frappes répétées. Confronté à l'usure de ses capacités navales, à des contraintes logistiques croissantes, à des ressources budgétaires limitées et, désormais, à une pression accrue sur le régime, l'Iran choisit ici une posture de retrait tactique, destinée à préserver ses forces tout en maintenant sa liberté d'action sur le plus long terme. Cette pause opérationnelle, loin de traduire un abandon irrévocable, reflète une [logique stratégique plus large](#), fondée sur

l'évitement des confrontations directes, l'usage d'outils asymétriques et le soutien à des acteurs non étatiques. Le repli naval iranien apparaît ainsi comme une respiration stratégique : un ajustement temporaire permettant à Téhéran de se repositionner dans l'attente d'un contexte régional plus favorable à ses ambitions maritimes.

Un état des lieux de la situation actuelle en mer Rouge

Une manœuvre tactique face à l'urgence : les raisons immédiates du retrait naval iranien

Plusieurs éléments précis et conjoncturels convergent pour expliquer ce retrait dans le court terme. En premier lieu, l'incontestable supériorité militaire américaine en mer Rouge constitue un important levier de dissuasion. Le [déploiement de deux groupes aéronavals](#), centrés autour de porte-avions de classe Ford ou Nimitz, offre aux États-Unis une puissante capacité de frappe mobile. Ces groupes sont soutenus par des destroyers AEGIS équipés de missiles longue portée (SM-2, Tomahawk), ainsi que par un dispositif de surveillance avancé intégrant drones MQ-9 Reaper, avions P-8 Poseidon et moyens satellitaires.

Cette supériorité est renforcée par la coordination avec les marines alliées au sein du [Combined Maritime Forces](#), garantissant une réponse multinationale rapide. À l'inverse, la marine iranienne reste limitée par des [équipements vieillissants](#), une logistique fragile et une exposition constante à la détection. Dans ces conditions, un retrait tactique apparaît comme une mesure rationnelle face à un rapport de force nettement déséquilibré.

En second lieu, le coût opérationnel d'un maintien en mer Rouge pour l'Iran devient difficilement justifiable aux yeux d'une opinion publique de plus en plus hostile vis-à-vis de l'aventurisme du Corps des Gardiens de la révolution (CGRI) et du coût financier qu'il engendre – une hostilité qui pourrait se renforcer après les frappes israéliennes et américaines de 2025. Sur le plan intérieur, l'Iran est accablé par une série de [défis économiques majeurs](#) : sanctions persistantes, inflation galopante et dépréciation chronique de la monnaie nationale réduisent considérablement sa capacité à soutenir des déploiements prolongés. Sans oublier la corruption et la mauvaise gestion de la part de rente dans la distribution de la richesse nationale.

En 2025, le budget alloué aux forces armées iraniennes a augmenté de manière significative, atteignant environ 8,19 milliards de dollars américains, soit une hausse de plus de [200 % par rapport à l'année précédente](#). Le gouvernement iranien a dû recourir à des [emprunts auprès du Fonds de développement national](#) pour couvrir une partie de ces déficits, ce qui souligne les contraintes financières pesant sur ses capacités militaires.

[Les moyens navals](#) de l'Iran, partagés entre la marine régulière (Nedaja) et la marine du Corps des Gardiens de la révolution islamique (IRGCN), reposent en grande partie sur des navires anciens, qui demandent beaucoup d'entretien. Les maintenir loin de leurs ports d'attache engendre un fardeau logistique de plus en plus lourd. Par ailleurs, la guerre au Yémen – théâtre central de l'influence iranienne *via* les Houthis – connaît une [phase d'intensification](#), marquée par des frappes américaines accrues. Cette évolution force l'Iran à reconsidérer sa stratégie : il cherche à en minimiser la visibilité pour éviter toute réaction militaire directe.

Cela n'empêche pas les autorités du régime de conserver l'option d'un soutien indirect aux Houthis (malgré les tentatives de cessez-le-feu avec les Américains) et de continuer de présenter l'Iran comme une puissance maritime globale en devenir et, à plus long terme, d'opérer un retour discret sur ce théâtre important pour ses ambitions stratégiques.

Une influence qui persiste par d'autres canaux

Il convient de noter que le retrait naval n'implique pas la disparition de l'influence iranienne dans la région. Téhéran, fidèle à sa doctrine de [défense avancée](#) (*forward-defense*), continue de privilégier des [méthodes indirectes et asymétriques pour projeter sa puissance](#), c'est-à-dire sans intervention ou déploiement significatif d'effectifs sur zone. Bien qu'il soit moins visible, son soutien aux Houthis demeure actif : transferts d'armes, partage de renseignements, assistance technique *via* des canaux clandestins maritimes ou terrestres.

L'empreinte iranienne ne s'arrête pas au Yémen. Plus à l'ouest, de l'autre côté du détroit de Bab el-Mandeb, [l'Iran ravive ses liens avec le Soudan](#) du général Abdel Fattah al-Burhan. Après une longue période de rupture, Téhéran renoue avec Khartoum, notamment par la [fourniture de drones militaires](#). Ces équipements renforcent les capacités opérationnelles soudanaises, tout en offrant à l'Iran une tête de pont stratégique permettant d'exercer une présence (indirecte) sur les rives de la mer Rouge. Le port de [Port-Soudan](#), en particulier, pourrait devenir un point d'ancrage logistique pour ses futures ambitions maritimes.

Cette double approche (retrait visible, mais maintien de l'engagement), déjà éprouvée, permet à l'Iran de conserver une [ambiguïté stratégique précieuse](#). Comme dans un jeu d'échecs, Téhéran recule une pièce non pas pour céder du terrain, mais pour se repositionner dans l'attente d'une configuration plus favorable. Cette posture empêche ses ennemis d'anticiper ses

prochains mouvements et lui laisse l'initiative du tempo. Par exemple, lors du retrait apparent de certaines forces iraniennes de Syrie en 2020 sous pression israélienne, l'Iran avait parallèlement renforcé ses réseaux logistiques et son ancrage à travers des milices locales, comme le Hezbollah ou [Liwa Fatemiyoun](#), consolidant ainsi sa profondeur stratégique sans confrontation directe.

À première vue, le retrait iranien en réaction à l'implication accrue des puissances occidentales en mer Rouge pourrait sembler paradoxal, dans la mesure où il coïncide avec une affirmation renouvelée de l'initiative stratégique de Téhéran. En réalité, ce retrait marque un déplacement calculé : il permet à l'Iran de passer d'une posture réactive à une posture plus proactive, reposant sur des modes d'action indirects et moins frontaux. Cette dynamique n'est d'ailleurs pas inédite : l'analyse historique montre que l'Iran a su, à plusieurs reprises, transformer des reculs apparents en leviers d'influence, réorientant à son avantage des situations perçues comme défavorables.

Des ambitions qui s'inscrivent dans le temps long

Une ambition maritime enracinée dans l'histoire...

Pour appréhender les ambitions de Téhéran en mer Rouge, il est nécessaire de les inscrire dans le cadre historique de la présence navale iranienne dans cette région stratégique. Avant même la révolution islamique de 1979, l'Iran des Pahlavi envisageait déjà de doter son pays d'une marine capable de se [projeter jusqu'aux confins de l'océan Indien](#). Bien que la nature des deux régimes soit fondamentalement différente et que les missions de leurs forces navales ne soient pas les mêmes, cette volonté, géographiquement fondée, traduisait déjà un désir d'influence régionale – par ailleurs conforme à l'héritage impérial perse.

Sous le règne du dernier shah d'Iran, la politique navale du pays en mer Rouge s'inscrivait dans une stratégie plus large de projection de puissance régionale. Dans les années 1970, grâce aux revenus croissants du pétrole, le shah avait investi massivement dans la [modernisation de la marine](#), avec pour ambition de faire de l'Iran une puissance navale capable de sécuriser les voies maritimes [du golfe Persique jusqu'à la mer Rouge](#).

Le dernier shah cherchait à renforcer la présence iranienne dans l'océan Indien et à nouer des alliances stratégiques avec des États riverains, comme [l'Éthiopie sous Haïlé Sélassié](#), en obtenant l'accès à des ports comme celui d'Assab (aujourd'hui en Érythrée). Cette orientation visait à contrer l'influence soviétique et les [ambitions navales des pétromonarchies arabes](#), tout en affirmant le rôle de l'Iran comme gendarme régional avec l'appui des États-Unis.

Toutefois, cette politique navale ambitieuse fut profondément bouleversée par la révolution islamique de 1979, qui renversa le shah et, dans un premier temps, recentra la stratégie militaire iranienne sur la défense du territoire national, notamment dans le contexte de la guerre Iran-Irak, au détriment de la projection d'une puissance maritime.

... dans le prolongement de la stratégie navale de l'Iran monarchique...

Malgré sa rupture idéologique avec le régime monarchique, la République islamique d'Iran a progressivement réintégré certains éléments de la vision stratégique du shah. Comme le notait [Farideh Farihi](#), en dépit de l'hostilité affichée envers l'ancien régime, elle a repris « certaines orientations fondamentales de la politique de défense iranienne, notamment en ce qui concerne le rôle stratégique du golfe Persique et la nécessité de s'y affirmer militairement ». Hypothèse étayée par une étude du [Washington Institute](#), qui souligne notamment que le « développement des capacités navales iraniennes s'inscrit dans une stratégie de dissuasion régionale héritée en grande partie de la monarchie ».

Au fur et à mesure de la consolidation du régime islamique et en réponse à des dynamiques géopolitiques dépassant les clivages idéologiques, [la stratégie navale de Téhéran](#) s'est progressivement articulée autour d'un objectif central et durable : sécuriser ses intérêts dans des zones maritimes stratégiques, comme le détroit d'Ormuz – par lequel transite près de 20 % du pétrole mondial –, mais aussi dans l'océan Indien, la mer Rouge et la Méditerranée. Pour y parvenir, la république iranienne a renforcé sa marine, aussi bien régulière que celle du CGRI, et a accru sa présence militaire dans plusieurs zones pivots, comme le golfe d'Aden. [Cette posture navale](#) vise autant à projeter de la puissance qu'à contrebalancer les influences américaine, israélienne ou saoudienne dans la région.

Bien qu'une forme de continuité existe en matière de projection de puissance, il convient de noter que les approches se distinguent en certains points. Les ambitions maritimes de l'Iran sous le règne du shah visaient le développement d'une marine de haute mer, apte à se projeter jusqu'à l'océan Indien, dans une [logique de stabilisation régionale](#) et de reconnaissance en tant que puissance responsable. La République islamique a, elle, adopté une orientation navale fondée sur des tactiques asymétriques et une [stratégie de déstabilisation](#) s'étendant du détroit d'Ormuz à Bab el-Mandeb. Cette inflexion stratégique

marque une rupture notable : là où la marine impériale cherchait à garantir la sécurité régionale, la marine de la République islamique mobilise l'instabilité comme levier d'influence.

Dans les années 2000, à la faveur du rôle croissant du CGRI dans la formulation de la politique internationale du régime islamique, Téhéran a renforcé sa flotte dans le but d'étendre son influence au-delà du détroit d'Ormuz et, notamment, en direction de la [corne de l'Afrique](#). La marine régulière a ainsi multiplié les missions dans l'océan Indien, allant jusqu'à la mer Rouge. Les stratégies iraniens y voyaient un espace déterminant pour surveiller le commerce maritime, soutenir leurs alliés (comme ils le feront avec les Houthis au Yémen à partir de 2012-2013) et défier indirectement Israël et les États-Unis.

Après les révoltes arabes de 2011, un jalon majeur est franchi : l'Égypte de Mohamed Morsi autorise des bâtiments iraniens à [franchir le canal de Suez](#). L'Iran signe alors son retour symbolique en mer Rouge et dans la mer Méditerranée, affirmant ainsi la résilience de sa doctrine maritime.

L'Iran a aussi utilisé des bases alliées, notamment au Soudan avant 2014, pour s'assurer une présence logistique. Ainsi, bien que transformée par l'idéologie islamiste et le contexte géopolitique postrévolutionnaire, la République islamique continue d'exploiter l'héritage maritime de la période prérévolutionnaire tout en adaptant sa conduite et ses objectifs régionaux à sa [doctrine de « résistance »](#).

Cette continuité historique éclaire la nature du retrait actuel : non pas une abdication, mais un repli temporaire, dicté par des vents contraires. Téhéran n'a pas renoncé aux [objectifs pérennes](#) identifiés ci-dessus – parmi lesquels le contrôle des points névralgiques de passage stratégiques, comme le détroit d'Ormuz ou Bab el-Mandeb –, mais conserve une posture d'attente active, prêt à saisir toute opportunité favorable pour réaffirmer sa présence ou étendre son influence.

... en conformité avec les fondamentaux de la culture stratégique iranienne

Pour évaluer et relativiser la portée réelle du retrait actuel, il convient aussi de se pencher sur la [culture stratégique de l'Iran](#). Profondément marquée par les séquelles de la guerre Iran-Irak et en raison de ses moyens militaires limités, la République islamique a [toujours cherché à éviter les confrontations ouvertes](#) (même si ce principe a été quelque peu battu en brèche depuis le 7 octobre 2023, notamment dans le cadre de l'affrontement balistique avec Israël). Elle préfère opérer dans la « zone grise » – cet entre-deux incertain entre guerre et paix, où règnent les tactiques hybrides, la guerre de l'information et l'emploi de forces par procuration.

Avant son retrait de 2024-2025, la présence maritime iranienne en mer Rouge reposait principalement sur des missions régulières de la marine iranienne, inscrites dans une stratégie de projection de puissance et de dissuasion régionale. Il convient ici de présenter quelques exemples concrets.

Entre 2020 et 2024, la présence iranienne s'est concrétisée par le [déploiement de bâtiments de guerre](#) qui ont patrouillé dans le golfe d'Aden et en mer Rouge. Téhéran justifiait ces missions par la nécessité d'escorter ses navires marchands et de lutter contre la piraterie, mais ces opérations s'inscrivaient également dans une logique plus large de démonstration de force face aux puissances régionales et occidentales. En 2021, par exemple, [le Makran et le Sahand](#) ont été envoyés jusqu'en Atlantique avant de revenir *via* la mer Rouge, illustrant la volonté iranienne de marquer symboliquement sa capacité de projection.

En 2023, l'Iran a régulièrement été accusé d'avoir utilisé sa présence navale pour fournir un soutien logistique aux Houthis au Yémen, même si Téhéran niait toute implication directe. En février 2023, la Royal Navy, appuyée par des forces américaines, a intercepté un [bateau en provenance d'Iran](#) transportant des missiles antichars et des éléments de missiles balistiques destinés aux Houthis ; peu après, des forces françaises ont saisi une embarcation avec 3 000 fusils d'assaut et missiles antichars. Des experts et agences de renseignement ont affirmé que des navires iraniens comme le [MV Behshad](#) opéraient en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, non pas comme cargos ordinaires, mais pour « collecter des renseignements en temps réel » au profit des Houthis.

En janvier 2024, le destroyer iranien *Alborz* a franchi le détroit de Bab el-Mandeb pour pénétrer en mer Rouge, un axe clé du commerce maritime international. Cette opération s'inscrivait dans une série de déploiements visant à affirmer la présence iranienne dans la région. Malgré tout, cette dernière est restée [essentiellement posturale et politique](#) en mer Rouge, destinée à contester l'omniprésence navale des puissances occidentales et de leurs alliés régionaux – en particulier celle des États-Unis et d'Israël –, tout en affichant les capacités de l'Iran à mener des opérations navales loin de son territoire.

Comprendre la stratégie maritime iranienne post-« Rising Lion » à l'aune de la culture historique opportuniste du pays

À première vue, les frappes israéliennes menées dans le cadre de l'opération « Rising Lion », combinées aux bombardements américains de juin 2025, pourraient suggérer que la stratégie navale iranienne, [articulée autour des principes de flexibilité et d'opportunisme](#), est sérieusement et irrémédiablement remise en question. Les dégâts infligés aux infrastructures militaires et logistiques, ajoutés à l'affaiblissement interne du régime, donnent l'image d'un Iran contraint de reculer.

Pourtant, rien ne permet encore d'affirmer que cette dynamique modifie en profondeur la logique stratégique qui guide ses actions depuis plusieurs décennies. Sauf effondrement brutal du régime – scénario aujourd'hui envisageable, mais encore très incertain –, la posture iranienne semble relever d'un repli tactique plutôt que d'un renoncement. Le schéma reste le même : se désengager face à un rapport de force défavorable, se réorganiser, puis revenir dès que les conditions deviennent plus favorables. Cette [flexibilité opportuniste](#), déjà observée par le passé, pourrait de nouveau permettre à l'Iran de réinvestir la mer Rouge si la pression extérieure venait à se relâcher.

En dépit de son retrait actuel, la stratégie iranienne en mer Rouge ne perd ni sa cohérence ni sa vigueur. Elle repose sur des principes éprouvés – patience, adaptabilité, influence indirecte –, qui, depuis plus de deux décennies, permettent à l'Iran de [peser sur l'échiquier régional au-delà de ses capacités conventionnelles](#). Même lorsqu'elle ne dispose pas des moyens navals ou financiers nécessaires, la République islamique ne renonce pas à ses ambitions maritimes ; elle les ajuste selon le contexte.

Cette approche opportuniste s'est déjà manifestée dans plusieurs situations. En 2011, au plus fort des révoltes arabes, Téhéran avait profité du vide sécuritaire en Égypte et en Syrie pour envoyer deux navires de guerre en [Méditerranée orientale](#) via le canal de Suez – une première depuis 1979. En 2016, après la levée partielle des sanctions dans le cadre de l'accord sur le nucléaire (JCPOA), l'Iran avait brièvement accru la fréquence de ses missions dans l'[océan Indien et le golfe d'Aden](#). Plus récemment, entre 2020 et 2022, la marine iranienne a démontré sa résilience en maintenant des rotations régulières en mer d'Oman et en mer Rouge, malgré les tensions économiques et sanitaires liées à la pandémie. En 2021, la [mission transocéanique](#) du *Makran* et du *Sahand*, jusqu'en Atlantique, a illustré cette capacité à affirmer symboliquement sa présence, même en période de contrainte.

Aujourd'hui encore, malgré les revers lourds et les dégradations significatives de ses capacités militaires, l'Iran continue de s'appuyer sur des relais locaux – notamment les Houthis au Yémen –, ainsi que sur des moyens asymétriques, comme les missiles, drones navals et cyberattaques. Ses alliances tactiques avec divers acteurs étatiques ou non étatiques demeurent un levier important pour régénérer, à plus long terme, ses capacités et sa présence maritime. Malgré les récents revers, la volonté du régime islamique de perturber les équilibres régionaux par la mer demeure intacte – même si elle doit, pour l'heure, s'acquitter de moyens réduits et s'exercer dans un contexte de rapport de force nettement défavorable.

À plus long terme, il demeure illusoire de croire que l'Iran renoncera à se projeter sur les rives stratégiques de l'océan Indien, d'autant plus qu'il s'agit d'une zone maritime de plus en plus centrale dans la [compétition entre grandes puissances](#). La présence croissante de la Chine, à travers l'initiative des Nouvelles routes de la soie maritimes, et celle de l'Inde, [via sa stratégie de sécurisation de son flanc ouest](#), renforcent l'importance géostratégique de cet espace. Dans ce contexte de rivalités accrues, l'Iran se doit de maintenir une forme ou une autre de présence navale, aussi modeste soit-elle, pour ne pas être relégué à la périphérie d'un théâtre maritime désormais structurant dans les équilibres régionaux. Qu'il s'agisse de sa marine régulière, de ses forces par procuration ou de ses partenaires régionaux, Téhéran poursuivra son œuvre d'influence maritime. Cette ambition s'inscrit autant dans une logique géopolitique que dans une [quête de reconnaissance stratégique](#).

Le commandement central des forces américaines (CENTCOM) observe avec une [vigilance constante](#) le repositionnement naval de l'Iran, y voyant bien plus qu'une simple manœuvre militaire. Chaque mouvement iranien en mer est analysé comme un signal stratégique, révélateur d'objectifs profonds et de calculs à long terme. Pour le CENTCOM, il s'agit d'un [langage discret mais structuré](#), destiné à tester les lignes rouges des puissances occidentales, à affirmer une présence régionale durable et à renforcer les leviers d'influence de Téhéran sans confrontation directe.

Ne se laissant pas abuser par le retrait naval temporaire des Iraniens, le CENTCOM a déclaré que les capacités balistiques, de drones et les livraisons d'armes d'Iran « [présentent une menace multi-axe sophistiquée](#) » et que chaque mouvement de la marine iranienne est suivi avec attention, car il est perçu comme un élément d'un continuum stratégique plus vaste. Pour les responsables américains, chaque repositionnement iranien en mer constitue un [message codé](#), révélateur d'intentions stratégiques à long terme. Ils considèrent ces mouvements comme des tentatives calculées de sonder les seuils de tolérance des puissances occidentales, de maintenir une influence latente et de préparer un retour sur le théâtre dès que les conditions politico-militaires le permettront. En somme, le CENTCOM observe avec une [vigilance constante](#) le repositionnement naval de l'Iran et perçoit dans ce repli apparent non pas une fin, mais une transition maîtrisée dans la posture navale iranienne.

